

# République du Niger

Évaluation de la stratégie et du programme de pays  
2011-2020

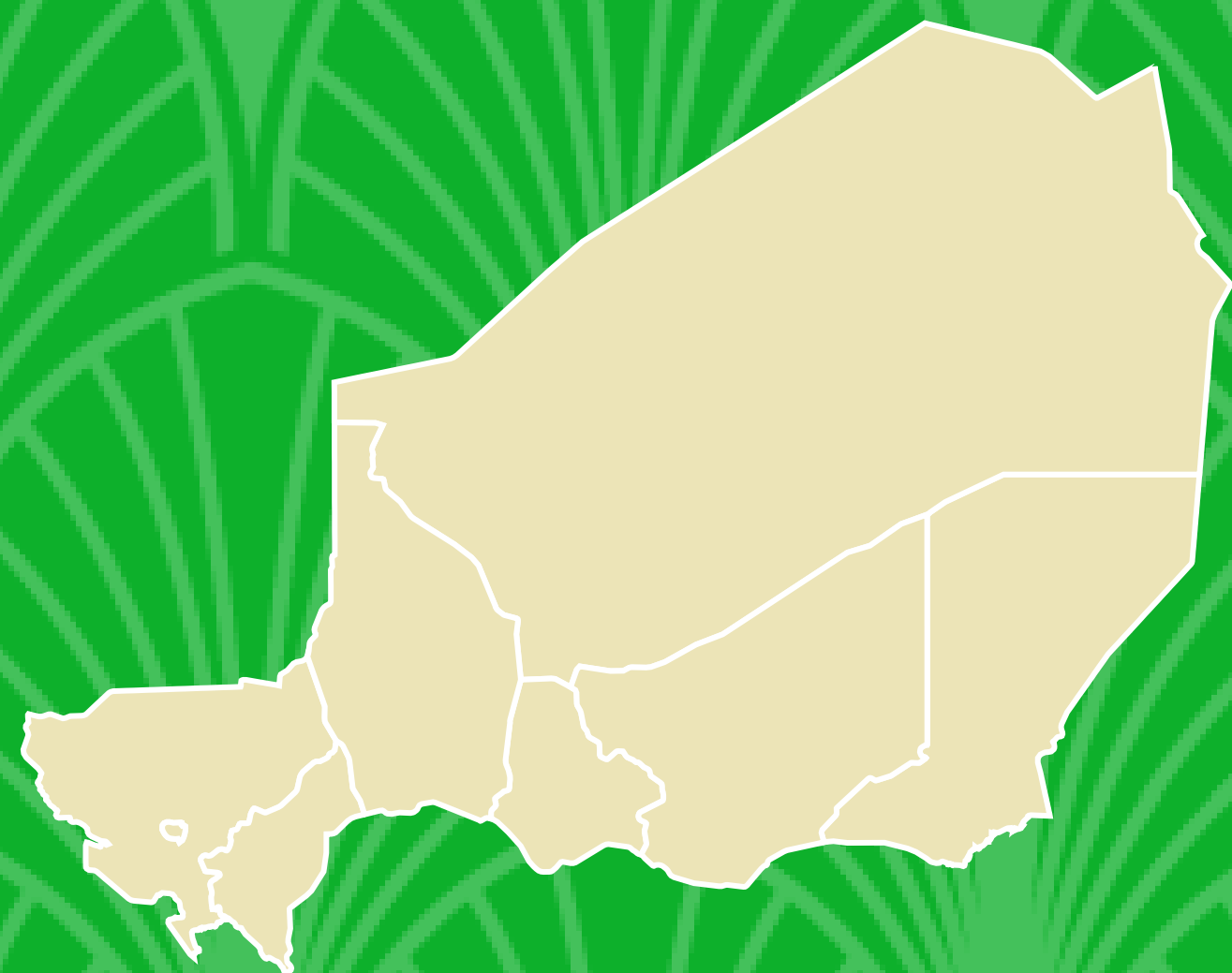
Bureau indépendant  
de l'évaluation



Investir dans les populations rurales

## Contexte du pays\*

\* Sources: Banque Mondiale, PNUD, UNICEF



Population (2019):



23,3

millions d'habitants

PIB par habitant  
(2019):



411,7

d'USD

Proportion  
population rurale  
(2019):



83%

Secteur agricole,  
valeur ajoutée du  
PIB (2018):



39,2%

## Opérations du FIDA

Projets financés par le FIDA:

14  
depuis 1980

Coût total estimé:

739,4

millions d'USD

du portefeuille

350,7

millions d'USD

du financement  
par le FIDA

## Stratégies de pays

Programme d'options stratégiques  
pour le pays (COSOP)

1999  
2005  
2012

## Grands domaines d'intervention

Promotion du  
commerce rural



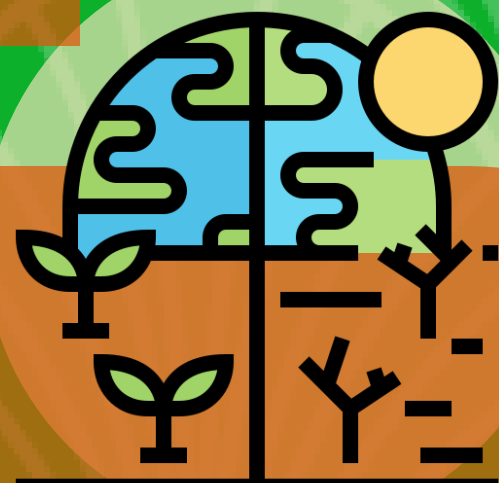
Infrastructures  
d'accès au marché  
agricole



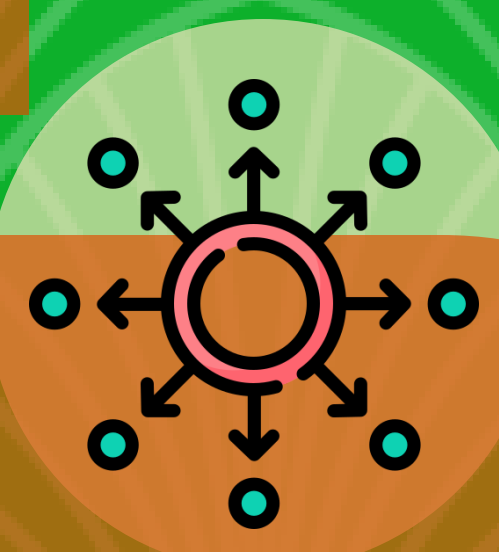
Sécurité  
alimentaire et  
production  
agricole durable



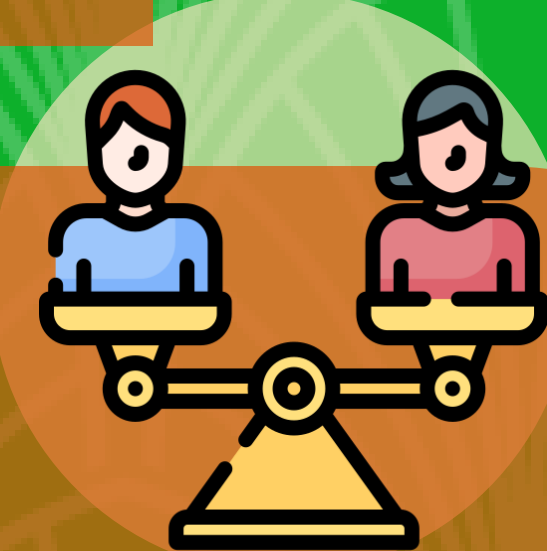
Gestion des  
ressources naturelles  
et résilience  
climatique



Décentralisation et  
renforcement des  
capacités des  
institutions locales



Entrepreneuriat  
féminin et inclusion  
des jeunes





# Constats principaux



## Points forts



Amélioration de la productivité agricole et réhabilitation des terrains ruraux.

Adoption de l'approche de la régénération naturelle assistée et le développement de la petite irrigation.

Renforcement des capacités techniques de production des populations rurales.

Amélioration de la fluidité des échanges et extension de l'accès au marché grâce à l'approche méthodologique innovatrice des pôles de développement économique.

Transition positive vers l'alignement avec les priorités de la stratégie nationale.

## Points à améliorer



L'opérationnalisation de l'approche pôle de développement économique a été incomplète.

Les activités visant les plus vulnérables sont sous-dimensionnées et souvent peu étudiées en terme de rentabilité financière et de conditions d'accompagnement pour en assurer l'efficacité.

Les projets récents ont réduit les investissements dans les infrastructures sociales (éducation, santé et alimentation en eau potable) sans chercher à combler cette lacune à travers des partenariats/synergies avec d'autres agences.

Problèmes d'adaptation des produits financiers à la clientèle des projets.

Manque de clarté sur les modalités de financement des micro et petites entreprises (subvention totale ou coût partagé?).

## Recommandations



1

Compléter la transition vers une approche programme intégré par le raffinement du ciblage géographique du programme, la priorité à la consolidation des acquis et l'élaboration d'un plan d'action pour orienter les investissements ainsi que les activités hors-prêt, en intégrant le programme dans les plans de développement régionaux et des communes.

2

Examiner à nouveau les approches adoptées pour les pôles de développement économique et pour l'appui aux chaînes de valeur par une étude de la performance des pôles existants et de leurs effets sur les petits producteurs avant la mise à échelle par de nouveaux pôles, en identifiant les chaînes de valeur plus pertinentes pour les petits producteurs.

3

Rétablir un équilibre entre grands investissements structurants pour le développement des pôles de développement économique et les interventions appuyant les infrastructures de base et les activités de génération des revenus visant les plus pauvres, dont les femmes.

4

Accorder une attention particulière à des approches mieux intégrées pour l'appui à la production agricole, à la gestion et protection des ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques. Cette approche devrait inclure une perspective de gestion de conflits.

5

Faire une revue des approches d'appui aux petites entreprises et formuler des priorités claires pour le développement des entreprises et pour l'assistance technique qu'elles nécessitent.

6

Renforcer la représentation du FIDA dans les instances de concertation avec le Gouvernement et les partenaires.